

Écolo et la gauche : une identité à dé-brouiller

→HENRI GOLDMAN

codirecteur de la revue de débats POLITIQUE

henri.goldman@scarlet.be

X, journaliste (espiègle) : Mais, finalement, Ecolo est-il bien de gauche ?

Y, responsable d'Ecolo (visiblement agacé) : Mais bien entendu ! Ecolo est ancré dans les valeurs de gauche, comme la solidarité...

X a des doutes. Et pourtant, cela fait près de neuf ans - très précisément depuis l'assemblée générale d'octobre 1999 qui a suivi la constitution du gouvernement Verhofstadt I - qu'Ecolo s'affiche à gauche sans tourner autour du pot. Lors de cette assemblée générale, deux équipes s'affrontèrent pour la conquête du secrétariat fédéral¹. Et toutes deux déclinerent fièrement leur identité de gauche, sans doute autant par conviction que pour ne pas laisser à l'équipe concurrente le bénéfice exclusif de ce qui apparaissait, pour la première fois dans l'histoire du parti vert, comme une plus-value compétitive.

Que de chemin parcouru ! En 1986, au terme d'un affrontement interne d'une rare violence, Ecolo adopta une motion d'assemblée générale (dite « de Neufchâteau-Virton ») par laquelle le parti « refusait d'être la bonne conscience de la gauche » et de s'inscrire dans un clivage dépassé : « Tant par sa conception du progrès que par celle de la solidarité, le mouvement écologique transcende le débat

gauche-droite qui a marqué la société industrielle et que tentent de perpétuer les forces politiques traditionnelles. Ecolo ne peut donc s'y laisser enfermer. A fortiori est-il exclu qu'il se situe par rapport à l'une (ou l'autre) force politique dominante comme s'il s'agissait de tenter de l'infléchir dans son action, voire de lui restituer sa pureté ». Cette assemblée générale sanctionna la défaite de l'aile « écolo-gauchiste » très présente au sein des premiers noyaux du parti, et tout particulièrement à Bruxelles. Elle débouche sur un « ni-ni » (« ni gauche ni droite ») qui colla longtemps aux basques des écologistes.

Cette orientation sera confirmée huit ans plus tard (1994) par le vote d'une motion qui déclare, dans un français approximatif, que « *le clivage politique traditionnel gauche-droite n'exprime plus les réponses aux réalités nouvelles* ». Dans la foulée sera élu un nouveau secrétariat fédéral autour de Jacky Moraël, avec notamment une nouvelle venue, Isabelle Durant, qui affirmait dans sa profession de foi : « *Ecolo n'a ni partenaires ni adversaires privilégiés (sauf l'extrême droite)* ». Ces deux affirmations présument, l'une sur le plan de l'identité, l'autre sur celui des alliances, une parfaite équidistance d'Ecolo par rapport à la gauche et à la droite.

Et pourtant, petit à petit, les lignes vont bouger. Sous l'« ère Moraël », Ecolo va se transformer en parti généraliste en réussissant à séduire des personnes issues de divers milieux et mouvements sociaux, dont la plupart se rangent par tradition historique à gauche. L'opération des États Généraux de l'Écologie Politique (1996-1998), qui permit aux Verts de se rapprocher des courants les plus novateurs de la société, va ouvrir le recrutement d'Ecolo vers une gauche sociale en attente d'un renouveau politique. Pendant cette période, Ecolo va de plus en plus abandonner son équidistance théorique. L'ennemi, c'est clairement la droite. À la même époque, un peu partout en Europe (France, Italie, Allemagne, Espagne, Bulgarie...), les Verts passent des alliances à gauche pour se rapprocher du pouvoir et, ici ou là, y accéder. En 1995², Jacky Moraël fait

l'inventaire des divergences et des convergences entre l'écologie politique et la gauche. Il acte une large plage de valeurs communes, mais relève quatre points majeurs de désaccord : le rapport à la science et au progrès, le rapport à la croissance, le rapport à la nature et le rapport à la démocratie. Il s'agit là de nouveaux clivages, mais leur apparition « *n'autorise pas cependant à disqualifier les clivages plus anciens* ». Selon Moraël, la période en cours est « *caractérisée par la coexistence de clivages et d'enjeux typiques d'époques historiques différentes* ». Il en résulte que « *l'axe gauche/droite n'explique plus tout le politique* », ce qui reconnaît en creux qu'il reste structurant pour une partie.

Sur le plan de la pratique, Moraël définit ainsi cette ambivalence : il y a, sur le terrain, de nombreuses convergences avec la gauche, « *en même temps que l'écologie politique s'avère irréductible à la gauche* ». Le refus de l'étiquette, suggère Moraël, relève d'un choix politique : « *Notre souci prioritaire est de maintenir entière notre liberté politique et d'éviter de devenir les otages du Parti socialiste, ce que nous deviendrions inmanquablement en nous affirmant de gauche* ». Quatre ans plus tard, en 1999, cet argument sera oublié.

Que s'est-il passé ? Une mutation des troupes. Les nouvelles recrues récentes d'Ecolo se réclament dans une large mesure d'une identité de gauche. Les écologistes pour qui, selon Jacky Moraël, « *c'est le refus de ce positionnement qui paraît relever de l'existential³* » sont sans doute devenus, à ce moment-là, minoritaires dans leur parti. Mais la grande nouveauté, c'est l'entrée en juillet 1999 dans le gouvernement arc-en-ciel, avec les socialistes et les libéraux, sur base d'un programme de coalition jugé unanimement très faible, y compris par ceux qui l'avaient négocié et plaidaient néanmoins pour la participation. Force d'appoint, malgré son succès électoral, au sein d'une majorité qui n'avait numériquement pas besoin de lui, Ecolo courait le risque de se noyer par la faute d'un mauvais rapport de force. L'affirmation inédite d'un positionne-

ment à gauche permettait de traduire, au moins symboliquement, la volonté de rester en prise sur la « gauche sociale » et de ne pas mettre tous ses œufs dans le panier de la participation gouvernementale.

Ce nouveau positionnement eut des effets immédiats dans l'espace politique en inspirant quelques initiatives. En 2001, les « Assises pour l'égalité » s'adressèrent exclusivement aux partis qui se revendiquaient « de gauche », soit le PS, Ecolo et la moitié du PSC de l'époque (son aile démocrate-chrétienne)⁴. En 2002, quand il propose la constitution d'un « pôle des gauches », Elio Di Rupo cible un axe Ecolo-PS. Et la signature des « Convergences à gauche » la même année acte la co-présence de ces deux partis dans un ensemble plus large qui les englobe. Et pourtant, on ne peut qu'être frappé par la légèreté avec laquelle le virage d'Ecolo vers une identité de gauche fut pris, en prenant le contre-pied d'une position pourtant solidement argumentée de façon continue depuis 1986 par des personnalités aussi différentes que Paul Lannoye, Olivier Deleuze, Vincent Decroly ou Jacky Morael. Dans aucun texte émanant de la direction, dans aucune motion d'assemblée, on ne trouve la justification de ce retournement sémantique. Conséquence : lorsque, après son échec de 2003, Ecolo va mettre fin à son pas de deux avec le PS dont il s'agit désormais de se démarquer coûte que coûte, on aura parfois l'impression que ce positionnement à gauche lui restera sur les bras comme un paquet encombrant dont il ne sait plus trop quoi faire.

Ceci explique largement le malaise des porte-parole d'Ecolo quand on les titille sur leur identité de gauche. D'une part, il y a une bataille pour la captation de dividendes symboliques. En termes de pur marketing, on comprend bien à Ecolo que revendiquer, ne fut-ce que discrètement, son appartenance à la gauche (une gauche évidemment différente, nouvelle, éthique...) et ne pas en laisser le monopole au PS est plus immédiatement rentable que d'en

revenir à l'ancien « ni gauche ni droite », d'autant plus que cette case-là est désormais vigoureusement occupée par le CDH. D'autre part, l'ancien argument de Jacky Morael n'a jamais été réfuté : cette identité de gauche n'enferme-t-elle pas Ecolo, aux yeux du grand public, dans un tête-à-tête privilégié avec l'autre parti de gauche, alors qu'il s'agit de s'en distinguer radicalement⁵ ? Ainsi, chaque fois qu'une personnalité socialiste en appelle à l'union des gauches, Ecolo entrevoit le baiser qui tue et se débat pour ne pas tomber dans le piège. Dans un tel contexte, l'agacement de Y, au début de cet article, ne se comprend que trop bien.

Si Y avait eu plus de temps, il aurait répondu ceci : être de gauche, c'est beaucoup plus une question de contenu que d'étiquette. Si on examine le programme d'Ecolo, si on le compare terme à terme avec celui du PS, le plus à gauche selon le sens commun n'est pas forcément celui qui s'en réclame le plus ostensiblement. Si on veut bien laisser de côté les jeux sémantiques, c'est même une évidence, et il n'est pas indifférent qu'Ecolo, comme parti d'opposition au gouvernement Verhofstadt II, ait choisi de marquer sa différence en penchant de ce côté-là, par exemple en relayant l'opposition syndicale au pacte des générations imposé en 2005, en combattant la privatisation des services publics dans toutes les enceintes ou en se positionnant en flèche sur les centres fermés et la régularisation des sans-papiers.

En effet, il ne faut jamais s'arrêter aux étiquettes. Faut-il pour autant en déduire que celles-ci sont inutiles et qu'elles brouillent le réel au lieu d'en rendre compte ? Ce n'est pas le cas : même si cela peut sembler contradictoire avec ce qui précède, nommer les choses participe à les rendre intelligibles. Les signifiés ont besoin de signifiants, les contenus de contenants, et réciproquement. En politique, l'affirmation du clivage gauche-droite (en précisant, avec Edgar Morin, que « *ni gauche, ni droite ne sauraient être des attributs définitifs, intemporels, substantiels, invulnérables donc méta-*

*physiques*⁶ ») permet d'organiser une offre politique proliférante en deux grandes orientations alternatives, chacune de celles-ci faisant l'objet d'arbitrages internes plus ou moins conflictuels. Bref, la gauche (comme la droite) n'a d'utilité que comme une catégorie fonctionnelle et opératoire. Pour le dire autrement : il est inutile de s'affirmer à gauche si cette affirmation ne devait avoir dans la pratique aucun effet. Bien évidemment, il y a de nombreuses conditions à remplir pour que, dans des circonstances données, l'affirmation du clivage structurant entre la gauche et la droite puisse émerger sur le terrain proprement politique. L'existence, en Belgique francophone comme en Flandre, d'un paysage politique en recomposition permanente ne rend pas cette affirmation plus aisée.

Nous pouvons maintenant revenir à la question de départ posée par le journaliste : « *Ecolo est-il bien de gauche* » ? Je proposerai pour y répondre d'examiner trois critères généraux.

1) L'ancrage historique

Telle qu'elle s'est constituée, l'écologie politique est à la fois dans la continuité et dans le dépassement de la gauche historique. Désormais parti généraliste, comme en atteste son programme, Ecolo donne toute sa place à la question démocratique et à la question sociale. Au même titre que d'autres ramifications de la gauche, l'écologie politique peut assumer de plein droit l'héritage des conquêtes démocratiques et sociales du passé.

Le fait-elle ? Peu. Le panthéon écologiste est de ce point de vue très pauvre et beaucoup trop sélectif. Les Verts ont des pudeurs à s'inscrire dans la filiation de la lutte pour le suffrage universel ou pour la journée de huit heures, des résistances antifascistes et des révolutions anticoloniales⁷. Comme un peu tout le monde, ils célèbrent Gandhi et Nelson Mandela, mais pas Patrice Lumumba

ou Mehdi Ben Barka qui ne sont sans doute pas assez lisses. Ils se souviennent d'Hiroshima, mais beaucoup moins d'Auschwitz. Quelle crédibilité peut avoir le souci des générations futures s'il ne s'inscrit pas consciemment dans le prolongement des générations passées et de leurs apports à l'émancipation humaine ? L'amnésie n'est pas une vertu, et la nouveauté radicale que revendiquent les Verts est trop souvent l'alibi de l'inculture. Pour mieux attester de sa légitimité, Ecolo ne devrait-il pas assumer plus complètement son inscription dans l'histoire ? Même si, je le reconnais, cette inscription n'est pas forcément aisée pour un courant politique récent qui peine quelquefois à affermir ses propres fondements historiques et théoriques en tant que courant spécifique.

2) L'ancrage social

Je n'en démords pas : les prétendues « valeurs de gauche » n'existent pas si elles ne sont pas incarnées. Et leur valeur cardinale - l'égalité qui est, selon Norberto Bobbio, « *l'étoile polaire de la gauche* »⁸ -, n'est de gauche que si les peuples s'en saisissent. L'égalité n'est pas seulement une question de justice, mais aussi, voire d'abord, de dignité, celle qu'on gagne en luttant pour ses droits. Comme Karl Marx l'écrivait en introduction des statuts de la Première internationale (1871), « *l'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». Dans toute sa diversité - y compris donc dans sa composante écologiste -, la gauche doit se penser comme l'expression de ceux qui sont le plus privés de parole et de droits. Les Verts poussent cette exigence « au cube », en l'élargissant notamment à tous les peuples de la planète. Cette affirmation serait plus crédible s'ils accordaient plus d'attention aux fractions de ces peuples qui vivent sur notre sol, qui y constituent désormais une large part de la classe ouvrière et qui, pour des raisons sociales et culturelles, ne sont pas spontanément sensibles aux argumentaires post-matérialistes.

On le voit en France avec la dérive sociale du parti socialiste : aucune gauche n'a de légitimité sans ancrage populaire. La nécessité d'un tel ancrage semble désormais faire consensus dans les rangs d'Ecolo où l'on ne se résout pas à être principalement un parti de « bobos » et de « lilis »⁹. Il restera à trouver les meilleures modalités pour traduire cette volonté en pratique et ce n'est pas le plus facile, surtout si on s'interdit simultanément toute pratique de racolage populiste ou clientéliste.

3) La stratégie

Il y a le projet de société. C'est l'utopie, l'horizon qui recule quand on avance. La stratégie, c'est la boussole. C'est elle qui garantit que chaque accommodement tactique (telle alliance locale, tel compromis politique, tel infléchissement du programme) ne s'écarte pas trop de la route et garde le cap général. Sans stratégie, le fil est rompu et les grandes proclamations peuvent tranquillement se juxtaposer aux petits arrangements myopes.

Quelqu'un croit-il encore à Ecolo, que par la simple vertu de la « contagion culturelle » (c'est-à-dire la libre compétition des idées dans un espace fluide qui ignore les conflits d'intérêt et les rapports de force sociaux), son projet deviendra un jour majoritaire ? Comment faire triompher une orientation qui culmine à 10% du corps électoral dans un tout petit nombre de pays ? Il faudra bien lever les yeux du guidon et se demander avec quelles forces sociales on peut bâtir un projet transformateur susceptible d'être un jour majoritaire (ce que Gramsci appelait un « bloc historique ») et quelles sont les forces politiques qui les incarnent le mieux. Seule l'inscription franche des Verts dans la gauche, tout en pesant pour sa transformation vers un au-delà crédible à la social-démocratie, dans une dialectique unité-autonomie, est susceptible de démultiplier leur impact.

Personne ne peut déceimment contester l'inscription d'Ecolo dans la gauche dont son programme atteste abondamment. Mais ce processus me semble mal assumé collectivement. J'ai proposé quelques orientations pour parachever cette inscription.

Car la question de l'appartenance à la gauche, pour agaçante qu'elle soit, a bien du sens. La gauche, ce n'est pas une breloque décorative attribuée une fois pour toutes et qu'on range une fois exhibée. C'est le camp, toujours à construire, « à reformuler, à refonder », comme disait Morin¹⁰, de ceux qui ne renoncent pas à bousculer l'ordre établi et à renverser les privilèges de la naissance et de la fortune. Parachever l'inscription d'Ecolo dans la gauche dont personne n'est le concierge attiré¹¹, c'est donner à celle-ci la chance d'enrayer son déclin en se transformant profondément. La perspective pourrait en être une forme d'hybridation réciproque de l'écologie politique et de la social-démocratie qui, d'ailleurs, à tout le moins sur le plan programmatique, est déjà à l'œuvre¹². Cette stratégie présente sans doute de nombreuses variantes tactiques, elle doit pouvoir s'appuyer sur un bon rapport de forces et il y a des circonstances où, à l'évidence, l'autonomie doit primer sur l'unité, mais j'avoue n'avoir jamais perçu d'alternative sérieuse à cette proposition, à part la poursuite du pilotage à vue actuel¹³.

-
- 1 L'une, composée de Daniel Burnotte, Marie-Thérèse Coenen et Philippe Henry, avait le soutien de la direction qui avait négocié la participation au gouvernement. L'autre, qui l'emporta, associait Jacques Bauduin et Philippe Defeyt, qui avaient combattu cette participation, à Brigitte Ernst.
 - 2 « Je t'aime, moi non plus... Pour un positionnement des gauches face à leur société », Jacky Morael, Cahiers marxistes, mai 1995, n°198.
 - 3 Op. cit.
 - 4 Les « Assises pour l'égalité » regroupaient aussi dans leur comité de pilotage la FGTB, le MOC, la FEF et des personnalités indépendantes. J'en étais le coordinateur.
 - 5 On notera pourtant que le refus existentiel du CDH de se positionner sur l'axe gauche-droite ne l'empêche nullement de s'inscrire dans un solide partenariat tactique avec le PS.
 - 6 Edgar Morin, « Pour sortir du XXe siècle », Seuil, 1984, cité par Jacky Morael dans son article des Cahiers Marxistes.
 - 7 Exception sans lendemain : en 1994, pour le centenaire de la charte de Quaregnon, texte fondateur du Parti ouvrier belge (l'ancêtre du PS), quatre personnalités écologistes – Philippe Defeyt, Gérard Lambert, Jacky Morael et Michel Somville – publiaient un texte étonnant se revendiquant de l'héritage de la Charte.
 - 8 Norberto Bobbio, « Droite et gauche », 1996, Seuil.
 - 9 « Bobo » : bourgeois bohème. « Lili » : libéral libertaire.
 - 10 Op. cit.
 - 11 L'interpellation vise ici Écolo et aucun autre parti. La question de l'identité de gauche du PS, qui est aussi problématique, mériterait des développements d'une toute autre nature.
 - 12 N'est-ce pas déjà le cas avec la définition classique du développement durable proposée par Gro Harlem Brundtland, ancien Premier ministre social-démocrate de Norvège, dans son célèbre rapport de 1987 : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis, à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir.
 - 13 Il y a pourtant une alternative stratégique, mais elle n'est pas à l'ordre du jour en Belgique : celle d'un « nouveau centre » qui occuperait tout le champ, du centre à la gauche respectable, avec une touche écologiste, dans le cadre d'un bipartisme à l'américaine. En Europe, certains Verts et ex-Verts privilégient cette piste, qui semble se matérialiser en Italie dans le nouveau Parti démocrate de l'ancien maire de Rome Walter Veltroni.